



Communiqué CGT Educ'Action - La jeunesse dit non aux réformes et à la précarité.

vendredi 30 novembre 2018, par [Bariaud](#)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : sensen@ferc.cgt.fr - Site : www.cgteduc.fr

La jeunesse dit non aux réformes et à la précarité.

À l'appel de l'UNL, des blocages ou tentatives de blocage de lycées, généraux et technologiques et professionnels se multiplient ce vendredi ainsi que des manifestations massives de lycéen·nes (300 à Nevers, 1500 à Tarbes au cri de Macron démission...).

Un tel mouvement d'ampleur n'était sans doute pas attendu par le gouvernement mais il n'est pas une surprise. En se mobilisant, la jeunesse rejette les politiques sociales et économiques de ce gouvernement et de ceux qui l'ont précédé.

À ce titre, une partie des lycéennes et lycéens affiche leur solidarité avec le mouvement des gilets jaunes, qu'elles et ils analysent comme une voie d'expression d'une colère collective. Il faut croire que le nouveau monde promis par le macronisme à la jeunesse ne constitue pas l'avenir qu'elle souhaite construire. C'est heureux !

La jeunesse ne se mobilise pas uniquement contre la politique sociale du gouvernement.

En effet, les lycéennes et lycéens protestent également contre les réformes du lycée général et technologique, de l'enseignement professionnel et de Parcoursup. Ainsi, elles et ils refusent la sélection à l'entrée de l'université, l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiant·es étranger·es, la construction d'un lycée encore plus élitiste et la casse de l'enseignement professionnel. Au contraire, comme le savent la CGT Educ'Action et les personnels, les élèves de lycée aspirent à une école émancipatrice et récusent le tri social qui est aggravé par la politique du ministre Blanquer.

La CGT Educ'Action tient à affirmer sa solidarité avec les aspirations de justice sociale de la jeunesse. Elle sera attentive à ce qu'aucune sanction administrative ni action répressive ne soit menée contre les jeunes mobilisé·es. Elle appelle les personnels à garantir par leur présence la liberté d'expression et de mobilisation des élèves.

La CGT Educ'Action rappelle son exigence de retrait des réformes des lycées et de l'accès à l'université et continue de porter son projet d'une école émancipatrice. Elle portera ses revendications ainsi que celles de la CGT dans son ensemble pour la justice sociale, l'émancipation de toutes et tous, l'égalité femmes-hommes, la hausse des salaires et la fin de la précarité. En bref, c'est la transformation de la société qu'elle réaffirmera le 1^{er} décembre, avec les précaires et les privé·es d'emploi, à l'appel de la CGT.

Montreuil, le 30 novembre 2018

À l'appel de l'UNL, des blocages ou tentatives de blocage de lycées, généraux et technologiques et professionnels se multiplient ce vendredi ainsi que des manifestations massives de lycéen·nes (300 à Nevers, 1500 à Tarbes au cri de Macron démission...).

Un tel mouvement d'ampleur n'était sans doute pas attendu par le gouvernement mais il n'est pas une surprise. En se mobilisant, la jeunesse rejette les politiques sociales et économiques de ce gouvernement et de ceux qui l'ont précédé.

À ce titre, une partie des lycéennes et lycéens affiche leur solidarité avec le mouvement des gilets jaunes, qu'elles et ils analysent comme une voie d'expression d'une colère collective. Il faut croire que le nouveau monde promis par le macronisme à la jeunesse ne constitue pas l'avenir qu'elle souhaite construire. C'est

heureux !

La jeunesse ne se mobilise pas uniquement contre la politique sociale du gouvernement. En effet, les lycéennes et lycéens protestent également contre les réformes du lycée général et technologique, de l'enseignement professionnel et de Parcoursup. Ainsi, elles et ils refusent la sélection à l'entrée de l'université, l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiant·es étranger·ères, la construction d'un lycée encore plus élitiste et la casse de l'enseignement professionnel. Au contraire, comme le savent la CGT Éduc'action et les personnels, les élèves de lycée aspirent à une École émancipatrice et récusent le tri social qui est aggravé par la politique du ministre Blanquer.

La CGT Éduc'action tient à affirmer sa solidarité avec les aspirations de justice sociale de la jeunesse. Elle sera attentive à ce qu'aucune sanction administrative ni action répressive ne soit menée contre les jeunes mobilisé·es. Elle appelle les personnels à garantir par leur présence la liberté d'expression et de mobilisation des élèves.

La CGT Éduc'action rappelle son exigence de retrait des réformes des lycées et de l'accès à l'université et continue de porter son projet d'une École émancipatrice. Elle portera ses revendications ainsi que celles de la CGT dans son ensemble pour la justice sociale, l'émancipation de toutes et tous, l'égalité femmes-hommes, la hausse des salaires et la fin de la précarité. En bref, c'est la transformation de la société qu'elle réaffirmera le 1er décembre, avec les précaires et les privé·es d'emploi, à l'appel de la CGT.

Montreuil, le 30 novembre 2018